



Le Japon, le nucléaire et la France

La France est-elle à l'abri d'une catastrophe nucléaire ?

Par [Jean-Marie Matagne](#)

Mondialisation.ca, 11 mars 2016

[Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire](#) 13 mars 2011

Région : [Asie](#), [L'Europe](#), [Océanie](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Environnement](#), [Pétrole, Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Titre original : Le Japon, le nucléaire et nous

Certaines catastrophes sont prévisibles, même si leur date ne l'est pas.

On sait par exemple qu'un séisme majeur peut à tout moment frapper San Francisco et la Californie, sur la faille de San Andréas. De même, il était prévisible -et prévu- que l'archipel japonais subirait de nouveaux séismes de forte magnitude. Celui de magnitude 8,9 qui a frappé le 11 mars 2011 la côte nord-est de l'île de Honshû, à environ 250 km au nord de la capitale Tokyo, est le plus fort jamais enregistré au Japon. Il a été suivi d'un tsunami et de nombreuses répliques.

Prévoyant, riche, à la pointe du progrès, le Japon a su prendre dans la construction de ses bâtiments et la formation de ses citoyens les mesures préventives aptes à limiter au maximum les pertes humaines en cas de tremblement de terre. De fait, si les victimes du séisme survenu le 11 mars se comptent par dizaines et celles du tsunami probablement par milliers, elles n'atteindront pas les centaines de milliers de morts, comme l'an dernier en Haïti, où la misère et le sous-développement ont décuplé l'effet de la violence sismique.

Mais ce que la technologie donne d'une main, elle le reprend de l'autre, et même bien au-delà : elle a fourni au Japon, avec les centrales nucléaires, le moyen de transformer le désastre naturel en une possible catastrophe mondiale. Il y a en effet les victimes directes, immédiates, locales, que l'on peut comptabiliser, et les victimes indirectes, différées, nationales et internationales, indénombrables et virtuellement innombrables. Comme après Tchernobyl.

Ce que les dirigeants japonais pouvaient parfaitement prévoir depuis des décennies, mais qu'ils ont préféré ignorer sous l'influence des industriels de l'atome, se produit sous nos yeux : le séisme et le tsunami du 11 mars ont provoqué des dégâts gravissimes dans au moins deux réacteurs nucléaires : le réacteur n°1, âgé de 40 ans, dans la centrale de Fukushima Daiichi qui en compte six, et le réacteur n°3 dans la centrale voisine de Fukushima-Daini. Du fait que, pour refroidir le cœur de ses réacteurs, toute centrale nucléaire a besoin d'une importante quantité d'eau qu'elle puise soit dans un fleuve, soit dans la mer, ces centrales ont été construites sur la côte du Pacifique, à la merci d'un ras de marée. C'est le cas de nombreuses centrales dans le monde, y compris en France.

Il est encore trop tôt pour savoir avec précision et certitude ce qui s'est passé et continue de se passer près de Fukushima. Les informations qui filtrent du Japon se suivent et se contredisent, alternant les nouvelles rassurantes et inquiétantes. Comme l'a fait remarquer Richard Black, le correspondant environnemental de la BBC, "L'industrie nucléaire japonaise ne s'est pas particulièrement distinguée par son ouverture et sa transparence. L'opérateur Tepco lui-même a été impliqué dans une série de camouflages dans les années passées. En 2002, son président et quatre autres dirigeants accusés d'avoir falsifié des rapports relatifs à la sécurité de plusieurs centrales de Tepco ont dû démissionner. De nouveaux cas de falsification ont été constatés en 2006 et 2007."

On peut en dire autant de l'AIEA, qui a produit le 12 mars un communiqué fondé sur des « assurances » japonaises et manifestement fait pour minimiser les risques, mais aussi du gouvernement français, qui nous assurait le 13 mars que nos compatriotes vivant à Wallis et Futuna ou en Nouvelle Calédonie n'ont pas été atteints par une hypothétique vague de retombées radioactives ; a fortiori, les Français de métropole peuvent en conclure qu'ils n'ont rien à craindre pour leurs poumons ou leur thyroïde. Rien à craindre non plus, sans doute, des 58 réacteurs nucléaires installés à leur porte, dont une bonne partie en zone sismique et d'autres, ou les mêmes, en bord de mer.

Pour autant qu'on sache à ce stade de la désinformation, le séisme du 11 mars aurait provoqué l'arrêt automatique des réacteurs en fonctionnement. Mais il aurait aussi privé les centrales de leur propre électricité, et, semble-t-il, provoqué dans le réacteur Daiichi n° 1, et probablement aussi dans le réacteur Daini n° 3, la rupture de tuyaux d'alimentation en eau du circuit primaire de refroidissement, encore indispensable pour faire baisser la chaleur résiduelle du cœur de réacteur.

La vague du tsunami qui peu après a inondé les installations aurait mis hors service les générateurs d'électricité et les pompes de secours de refroidissement. Elévation de la température et de la pression au sein du réacteur, dégagement d'hydrogène, évacuation partielle, par l'opérateur Tepco, des gaz depuis l'enceinte de confinement vers l'intérieur du bâtiment, puis explosion soufflant les murs du bâtiment, n'en laissant plus subsister que la structure métallique, et libérant les gaz radioactifs dans l'atmosphère. Les tentatives de refroidir le cœur avec de l'eau de mer additionnée de bore semblent avoir échoué : les crayons d'uranium seraient en majeure partie à l'air libre.

Le 13 mars, alors que des centaines de milliers d'habitants fuient la région de Fukushima dans un exode massif en partie organisé, en partie spontané, le gouvernement et l'agence de sûreté nucléaire japonais admettent le relâchement d'effluents radioactifs, et un probable début de fusion du cœur des deux réacteurs incriminés. D'autres sources affirment que la situation ne serait plus sous contrôle non seulement dans ces deux réacteurs, mais encore en passe de l'être pour plusieurs autres.

Faut-il s'étonner de pareils événements ? Des incidents survenus à la centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa lors du séisme de magnitude 6,8 survenu à Chūetsu-oki en 2007 laissaient prévoir la fragilité des systèmes de sécurité nucléaire.

Mais, sans incriminer aucun tremblement de terre, nous avons connu une situation semblable en France, lors de la tempête qui a traversé le pays le 27 décembre 1999. Les vents violents ont fait monter le niveau de la Gironde, et plus de 100 000 mètres cube d'eau ont envahi l'intérieur des bâtiments de la centrale du Blayais, provoquant des courts-circuits et mettant hors service les pompes de refroidissement de secours. Quand on lit l'interview

du directeur de la centrale parue quelques mois plus tard dans un hebdomadaire de la région, on comprend qu'il s'en est fallu de peu pour que la France connaisse son Tchernobyl ; mais cela, bien sûr, la plupart des Français n'en ont jamais rien su.

A partir d'aujourd'hui, après Fukushima, et même si la situation finit par y être maîtrisée, comme il faut ardemment l'espérer, on ne pourra plus jamais dire : le nucléaire est sûr, Tchernobyl, c'est l'exception qui confirme la règle ; Tchernobyl, c'est bon pour les pays à la technologie vacillante, comme l'Union Soviétique en 1986 ; Tchernobyl, ça n'atteint pas la France, les nuages s'arrêtent aux frontières ; Tchernobyl, ça ne peut pas se produire chez nous.

On ne pourra plus dire : « Français, votez pour moi, je vendrai des centrales -et des armes- à la Libye, pays moderne et démocratique. Je coudrai une bordure nucléaire à la Méditerranée. Je vendrai un sous-marin nucléaire et des Rafale au Brésil. Histoire d'améliorer notre balance commerciale et le bien-être des Français, j'exporterai des EPR et des armes partout dans le monde. »

Le 22 février dernier, un séisme a fait 200 morts ou disparus à Christchurch, Nouvelle Zélande : peut-être plus que le seul séisme, hors tsunami, en a fait à Fukushima et dans tout le Japon. Mais la catastrophe s'est arrêtée là : la Nouvelle Zélande a fait le choix de n'héberger aucune centrale ni aucune arme nucléaires. C'est un exemple qui mérite réflexion, particulièrement en France, où les élites politiques dominantes ont fait le choix d'écouter les marchands d'armes et les marchands d'atome.

Les Français sont-ils d'accord pour finir comme « viande à rems » ? Il va falloir les consulter.

Jean-Marie Matagne

Jean-Marie Matagne, président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)

contact@acdn.net

La source originale de cet article est [Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire](#)
Copyright © [Jean-Marie Matagne](#), [Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire](#), 2016

Articles Par : [Jean-Marie Matagne](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca